BULLETIN D'INFORMATION DU CLUSTER PROTECTION SOUS NATIONAL DES REGIONS DU LIPTAKO ET DU SOUM AU BURKINA FASO

1ER AVRIL – 31 JUIN 2025

■ CLUSTER PROTECTION SOUS NATIONAL DES REGIONS DU LIPTAKO ET DU SOUM

Réunions de coordination du cluster protection des Régions du Liptako et du Soum

Le Cluster protection sous-national des régions du Liptako et du Soum a réussi à organiser les trois rencontres mensuelles prévues au cours du trimestre 2 de l'année 2025.

- Le mardi 25 avril 2025, la rencontre mensuelle du Cluster protection sous national des Régions du Liptako et du Soum s'est tenu en présentiel dans la salle de réunion de NRC à Dori. Cette plénière a réuni 24 participants issus de diverses organisations et structures que sont : UNHCR, DREP-SHL, MBDHP, UNIJED/Afrique, ONF-BF, A2N, ADRN-SB, ECLUD, OXFAM, DRC, IRC, NRC, World Vision international, CIAUD, TDH-Italie, Cluster Protection, CPAOR, Task force Monitoring de Protection, AOR LTB.
  Cette rencontre a permis de discuter des enjeux de protection dans les régions et de coordonner les efforts entre les différentes parties prenantes pour améliorer la situation des populations affectées par la crise. Au cours de la rencontre, la Direction régionale des études et de la planification a fait une présentation sur les outils de rapportage requis par leurs services et a appelé les participants à les renseigner pour un meilleur suivi des activités.
  Les principales recommandations issues des discussions étaient entre autres de maximiser les sensibilisations auprès des communautés et des transporteurs, d'intensifier les sensibilisations et orientation des PDI qui suivent les convois vers les services appropriés, de formaliser des rencontres entre les OPH et les acteurs humanitaires.
- La rencontre de coordination a eu lieu le mardi 27 mai 2025 dans la salle de réunion du HCR. Elle a été tenue en présentiel avec la participation de 24 personnes issues des agences du système des nations unies, des associations locales, des ONGs nationales et internationales et des structures de coordination. Au cours de la rencontre, en plus des points ordinaires, le Cluster GSAT a présenté les besoins de protection identifiés lors du profilage des sites PDI dans les régions du Liptako et du Soum.
- Lors de sa rencontre plénière du mois, le cluster protection sous-national des Régions du Liptako et du Soum s'est réuni dans la salle de réunion de HCR/Dori. Cette séance, tenue le 24 juin 2025, a rassemblé 27 participants issus de diverses structures, notamment les agences du système des Nations Unies UNHCR, OCHA, UNICEF et UNFPA, les associations locales et ONGs nationales MBDHP, UNIJED/Afrique, ONF-BF, ACD/Naangué, AGRD, ADRN-SB, AGED/FAED, ASUKGI,Djinati ADN, AFSDRES, les ONGs internationales OXFAM, DRC, IRC, , CIAUD, HI, IEDA Relief, CREDO, COOPI et la coordination Cluster Protection, AOR VBG, AOR LAM, CPAOR, Task Force Monitoring de Protection, AOR LTB.
  Les discussions ont porté principalement sur le suivi des recommandations précédentes ; activités réalisées par les acteurs de la coordination et des AOR, du GT Protection du Soum.

Processus de relocalisation des personnes déplacées internes du site 6 de Wendou vers le site 8 de Wendou

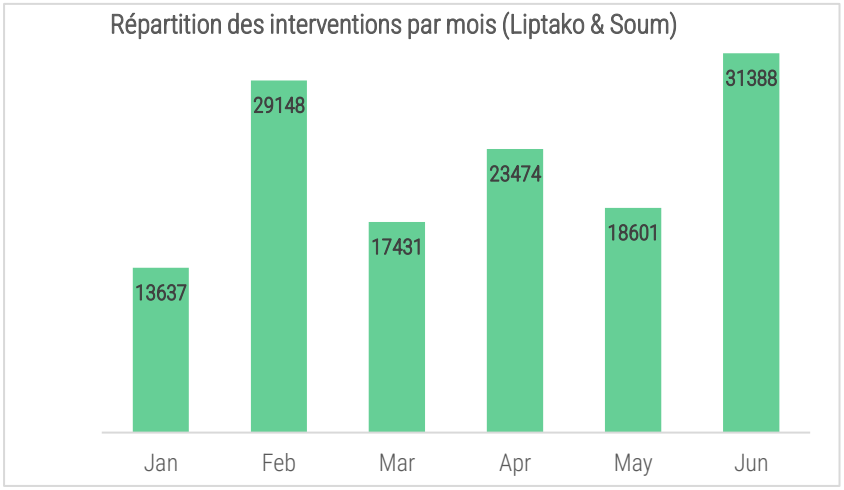
En avril 2025, le gouvernement a exprimé le souhait de construire des infrastructures sur le site de l'Université de Dori. Cette décision impliquait la relocalisation des PDI installées sur ce site (Wendou 6) vers le site Wendou 8 ou les PDI en provenance de Bani étaient installées. Dans le cadre de ce processus, une visite de terrain a été organisée par la communauté humanitaire en coordination avec la Direction Régionale en charge de l'Action Humanitaire. À l'issue de cette visite, une feuille de route a été élaborée afin d'assurer une meilleure relocalisation des PDI concernées. Au nombre des activités réalisées par le cluster protection dans le cadre de ladite feuille de route on a l'évaluation des intentions des PDI pour la relocalisation.

L'objectif était d'évaluer si les personnes concernées par cette relocalisation sont réellement favorables à s'installer sur le nouveau site qui leur a été proposé, ainsi que d'analyser quelques impacts immédiats de cette relocalisation sur leurs familles. Il est ressorti que la relocalisation vers le site 8 est une nécessité pour les personnes concernées, bien qu'elle suscite des inquiétudes liées à la sécurité. Les PDI ont exprimé le besoin que les acteurs humanitaires les accompagnent dans ce processus en répondant à leurs besoins essentiels, notamment l'accès aux services sociaux de base tels que l'eau, vivres, abris et services de santé. L'amélioration des infrastructures et le soutien aux activités génératrices de revenus sont aussi indispensables. De plus, des actions spécifiques sont requises pour assurer la protection des jeunes enfants. Malgré les défis, tous doivent s'adapter à cette transition.

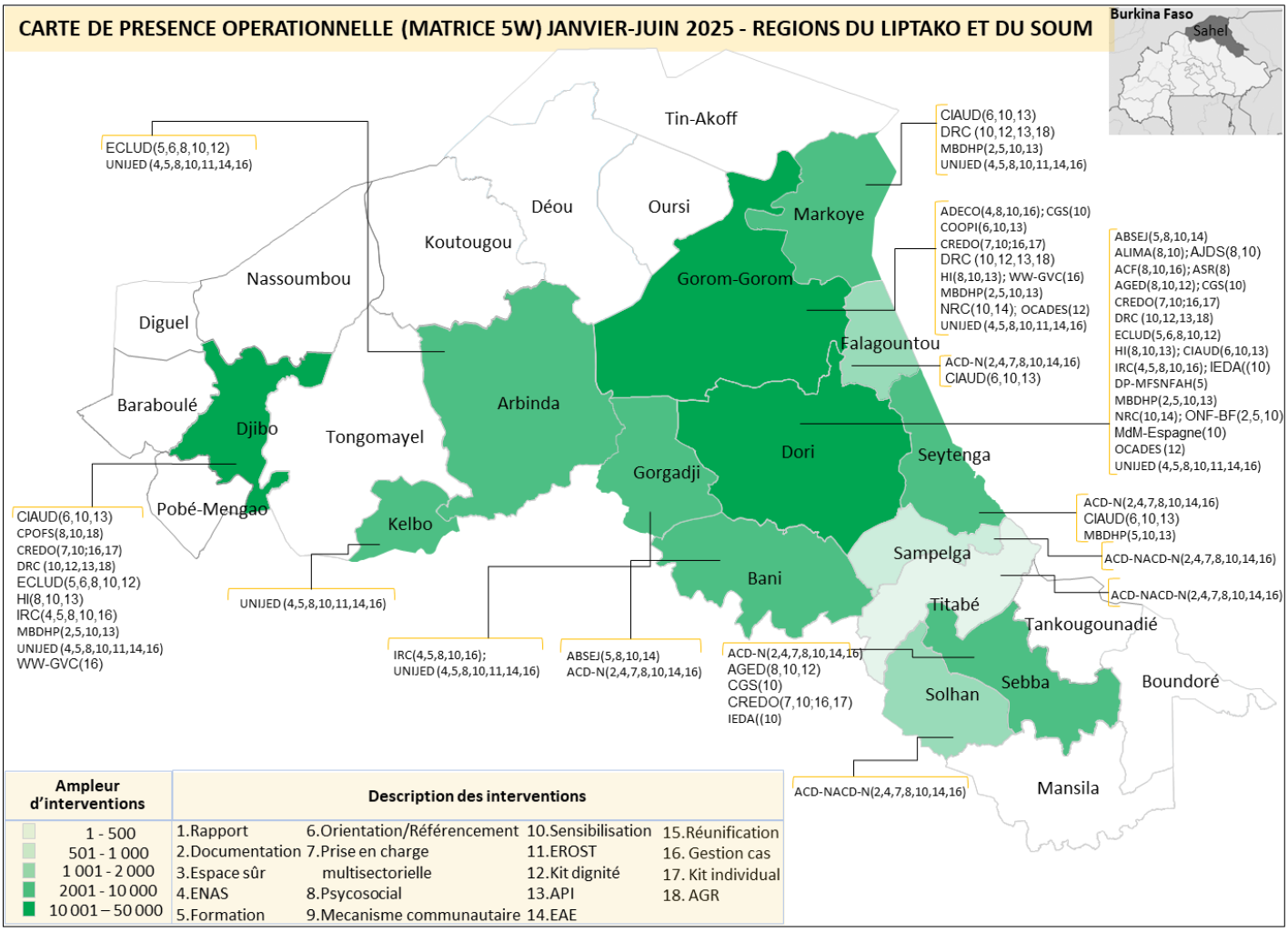
Il est donc recommandé de ***renforcer la sécurité et la protection, d'améliorer les infrastructures et les services de base, de soutenir économiquement et accompagner socialement*** les PDI du site 6 concernées par cette relocalisation

Matrice harmonisée des réalisations des membres du Cluster Protection des Régions du Liptako et du Soum avec le paquet de réponses (janvier-juin 2025[1])

Au premier semestre de 2025, **17** organisations que sont **ACD Naangué, ACF, ALIMA, COOPI, CREDO, DRC, ECLUD, HI, IRC, MdM-Espagne, NRC, OCADES Caritas, ONF-BF, Oxfam, Pathfinder, Plan, SCI, SFCG, SOCODEVI, UNFPA, UNHCR, UNICEF, UNIJED Afrique, VSF, WW-GVC** ont soutenu les interventions de protection dans les régions du Liptako et du Soum. Selon les données des matrices **5W**, le mois de juin a enregistré le plus grand nombre d'interventions, tandis que le mois de janvier en a connu moins. La répartition mensuelle des interventions est illustrée par le graphique ci-contre.



Les communes de **Dori, Gorom-Gorom, Djibo, Arbinda, Markoye, Gorgadji, Sebba, Seytenga, Kelbo, Bani, Solhan, Falagountou, Sampelga, Titabe** ont été les principales bénéficiaires des activités de protection menées par les structures suivantes : **ABSEJ, ACD Naangué, ACF, ADECO, AGED, AJDS, ALIMA, ASR, CGS, CIAUD, COOPI, CPOFS, CREDO, DP-MFSNFAH, DRC, ECLUD, HI, IEDA Relief, IRC, MBDHP, MdM-Espagne, NRC, OCADES Caritas, ONF-BF, UNIJED Afrique, WW-GVC**. La carte ci-dessous montre la présence des acteurs dans ces communes et le nombre d'interventions réalisées.



Source *: Matrice harmonisée 5W compilée 2025*

[1] *Les chiffres utilisés dans cette section sont des sommations des données rapportées à travers les matrices 5W. Ils ne correspondent pas au nombre calculé de personnes touchées par les interventions*

Bulletin trimestriel d'avril à juin 2025, Oxfam- UNIJED/Afrique

UNIJED/Afrique, partenaire opérationnel de l'ONG Oxfam, a mené diverses activités de protection dans le cadre de la mise en œuvre des projets que sont :

- ✓ « *De la programmation de la protection basée sur la communauté à la programmation de la protection dirigée par la communauté : les personnes au centre de la réflexion sur la manière d'atténuer efficacement les effets néfastes des conflits prolongés et du changement climatique* », financé par la Coopération belge au développement au Burkina Faso ;
- ✓ « *Réponse humanitaire multisectorielle (eau, assainissement et hygiène - WASH, sécurité alimentaire et protection) aux crises humanitaires en Afrique de l'Ouest, Centrale et Orientale* », financé par le Ministère des Affaires étrangères allemand au Burkina Faso.

- **Formation des structures de protection communautaires sur les mutilations génitales féminines (MGF) :** Cette formation s'est tenue simultanément à **Dori** et **Gorom-Gorom**, du **17 au 19 juin 2025**, et a concerné **80 participants**, dont **31 hommes** et **49 femmes**. Elle visait à renforcer les capacités des membres des **Structures de Protection Communautaires (SPC)** sur la notion de MGF, les causes de cette pratique et les conséquences de cette pratique sur la vie de la survivante. Par ailleurs, les membres des SPC ont été informés sur la loi pénale punissant cet acte et aussi sur les différents services disponibles pour accompagner les survivantes à une prise en charge efficace. La formation a pris fin avec une feuille de route mettant en exergue des actions à entreprendre par les différentes parties prenantes qui contribueront à l'atténuation et à la réduction des cas de MGF au sein des communes de Gorom-Gorom et de Dori.
- **Sensibilisation sur les risques de protection :** Au cours de la période sous revue, en collaboration avec les structures de protection communautaires et avec l'appui de l'équipe des partenaires, des séances de sensibilisations communautaires ont été menées à Dori et Gorom-Gorom sur des thématiques de protection telles que : les documents d'état civil, la cohésion sociale, les droits de l'homme, les canaux de dénonciation des cas de violation, la protection de l'enfant, le déni d'accès aux ressources et opportunités, la déscolarisation, le planning familial, le viol, le circuit de référencement et la violence physique, les exploitations et abus sexuel. Ces séances de sensibilisation ont permis de toucher **4199** personnes dont **1977** femmes, **836** hommes, **823** filles et **563** garçons avec **73** personnes handicapées.

« Formation des Structures de Protection Communautaire sur les MGF à Dori » © UNIJED Afrique

« Formation des Comités Communautaires des Femmes sur la Saponification à Dori » © UNIJED Afrique

« Sensibilisations communautaires sur les risques de protection dans le quartier de Niarala à Dori » © UNIJED Afrique

Activités réalisées dans le cadre de la mise en œuvre du Projet « Réponse d'urgence multisectorielle rapide et efficace aux populations vulnérables affectées par le conflit au Burkina Faso » financé par BHA, DRC

Au cours du second trimestre de 2025, des activités de protection ont été réalisées pour faire suite à la publication des alertes ID : 633_241221_SÉNDOR mise à jour le 19 février 2025 et celle ID : 629_241206_OUDGOR mise à jour 08 janvier 2025. Il s'agit entre autres de :

- **Assistance à la Protection Individuelle (API)** : Au cours des groupes de discussion, **20** personnes dont **15** femmes (**13** PDI et **02** hôtes) et **05** hommes déplacés internes ont été identifiées car ayant été victimes d'incidents de protection tels que les violences psychologiques, les pillages/vols, la dépossession/destruction/l'incendie de biens. En réponse, ils ont bénéficié d'API principalement composées de produits alimentaires, de kits composés d'articles ménagers essentiels et de quelques articles pouvant servir au renforcement de leurs abris. Cela a permis aux victimes de ces incidents de protection de reconstituer partiellement leurs biens afin de renforcer leur capacité d'adaptation et de réduire leur vulnérabilité à d'éventuels risques de protection.
- **Forum des femmes et des filles** : Ce forum a regroupé un total de **52** femmes et filles dont **20** PDI, **06** Hôtes et **26** personnes issues des associations locales et des ONG I membres de l'AoR VBG. Les objectifs visés étaient de renforcer le leadership des femmes pour plaider en faveur d'une meilleure inclusion de leurs besoins dans les programmes humanitaires ; renforcer les cadres de concertation entre les femmes et les filles hôtes et PDI ; offrir un cadre d'échanges aux femmes et aux filles sur les problèmes qu'elles rencontrent au sein de la communauté et dans les

services ; fournir une opportunité de partage d'expériences sur les stratégies d'adaptation positives ; formuler des recommandations à l'endroit des acteurs humanitaires mais aussi chercher des solutions potentielles pour réduire l'exposition des femmes et filles aux risques de protection ; diffuser des messages sur les services de prise en charge des survivantes de VBG disponibles. Au cours de ces deux (02) jours, les participant.es ont eu droit à 02 communications dont la première a porté sur le mécanisme étatique de prévention et de lutte contre les violences basées sur le genre (VBG) : Cas de la province du Séno avec un focus sur les actions de prévention et de réponse aux VBG. La deuxième communication a porté sur l'état des lieux de la prise en charge sanitaire des survivantes de violence sexuelle dans la province du Séno : modalités d'accès au service, mesure de confidentialité, rôle des femmes et filles pour une amélioration de la situation.

Activités réalisées dans le cadre de la mise en œuvre du Projet « Renforcer la résilience des populations touchées par les conflits, des réfugiés, des personnes déplacées et des communautés d'accueil au Burkina Faso » DRC

- **Assistances de protection individuelles** : Au cours de ce trimestre, 12 assistances de protection individuelle (API) ont été apportées à 12 personnes dont 10 réfugiés (02 hommes, 08 femmes) et 02 personnes déplacées internes (01 homme, 01 femme). Ces personnes ont été soit victimes ou exposées à des risques de protection comme les atteintes à l'intégrité physique ou psychique, les atteintes aux droits à la propriété et les dénis ou restriction forcée de mouvements. L'assistance était composée de vivres, de matériels de construction pour renforcer les habitats (Bâches, secco, cordes) et des produits pharmaceutiques. Les assistances apportées ont contribué à réduire le risque d'aggravation de maladie, les risques d'adoption de stratégies négatives de survie comme le sexe transactionnel , la mendicité.
- **Séances de sensibilisation** : Au cours du trimestre, 22 séances de sensibilisations dont 12 sensibilisations communautaires ont eu lieu et ont porté sur les thématiques de Violences basées sur le genre, de cohésion sociale, protection de l'enfance et de l'éducation. Ces sensibilisations ont touché 659 personnes dont 93 réfugiés (36 hommes, 36 femmes, 15 garçons et 06 filles), 400 personnes déplacées internes (162 hommes, 199 femmes, 12 garçons et 27 filles) et 166 personnes issues de la communauté hôte (68 hommes, 82 femmes, 03 garçons et13 filles).

Activités réalisées dans le cadre de la mise en œuvre du Projet Pro Sahel / Weltare Gure financé par IRC/BHA :

- **Assistances de protection individuelle** : Au cours des séances de sensibilisations réalisées au cours de la période, 05 personnes victimes de violences psychologiques et émotionnelles, toutes des femmes déplacées internes ont été identifiées. Elles ont été témoins de l'assassinat de leurs enfants et / ou maris. Pour faire face aux difficultés de vie, certaines d'entre elles ont adopté des stratégies d'adaptation négative comme la mendicité et d'autres étaient en plus exposées aux risques de VBG. Ces femmes ont bénéficié d'une assistance composée essentiellement de vivres et en fonction de leurs besoins, ont été référées à l'interne vers l'équipe des psychologues pour un meilleur accompagnement.
- **Formation des membres du comité communautaire de Dori** : Le 10 juin 2025, les membres du Comité communautaire de Dori ont bénéficié d'une formation sur la protection transversale réalisée par DRC au sein de son bureau à Dori. Cette formation a réuni 10 membres du comité dont 05 femmes et 05 hommes sur 12 que compose le comité. Elle avait pour objectif de les outiller sur le concept et les éléments clés de la protection transversale afin d'améliorer leurs interventions auprès de la communauté. Cette formation a permis aux participants de comprendre l'importance et la pertinence de la protection transversale et de s'approprier ses éléments clés.
- **Elaboration du plan d'actions communautaire de Dori :** A la suite de l'élaboration du 23 au 25 janvier 2025 des grandes visions de la communauté et de la levée de la suspension des activités du projet en avril 2025, il s'est tenu à Dori du 17 au 22 juin 2025, l'atelier d'élaboration du Plan d'Actions Communautaire (PAC). Il a réuni 16 participant.es dont 10 hommes et 06 femmes. Cet atelier avait pour objectif de formuler des visions claires des communautés sur la cohésion sociale, la protection et les changements climatiques, d'encadrer un processus de réflexion et de planification vers des solutions positives et d'organiser les idées pour aboutir à un plan d'action comportant des activités réalistes avec des potentielles ressources nécessaires à leur mise en œuvre. L'atelier a été essentiellement pratique avec des exercices de groupes qui ont abouti à l'identification de trois grandes visions, des obstacles et leurs solutions, des ressources disponibles, des activités à mettre en œuvre pour l'atteinte des visions et la budgétisation de ces activités. Tout ceci a été consigné dans un plan d'action et assorti d'un rapport d'activité. A la suite de cette activité, le plan d'actions communautaire sera présenté et validé par la communauté lors d'un atelier qui sera programmé.
- **Séances de psychoéducation** : Au cours de la période, 14 séances de psychoéducation ont été réalisées et ont permis de toucher 202 personnes dont 10 femmes issues de la communauté hôte et 192 personnes déplacées internes (91 hommes, 99 femmes, 01 fille et 01 garçon). Ces sessions ont porté sur la dépression et le stress post-traumatique et avaient pour objectifs de normaliser les symptômes vécus mais aussi d'identifier les personnes en détresse profonde.

Au cours de ces séances de psychoéducation, 07 femmes déplacées internes ont été identifiées présentant un stress profond et prise en charge en entretien individuel au cours de la période. A l'issue des entretiens individuels, 02 d'entre elles ont été référées dont 01 à l'interne pour assistance en protection individuelle et 01 autre vers l'association ECLUD pour le paiement de son ordonnance.

Activités dans le secteur de la protection et état de droit (PROL), IRC

Au cours du second trimestre de l'année 2025, l'IRC a réalisé diverses activités dans le secteur de la protection et état de droit (PROL) dans plusieurs localités, grâce aux financements du Bureau de L'Assistance Humanitaire (BHA) de l'USAID et des Fonds propres de l'IRC Global.

- **Formation des 03 relais communautaires** à Gorgadji du 10 au 11 juin 2025, avec pour objectif principal de renforcer leurs capacités pour une meilleure contribution à la prévention et à la réponse aux problèmes de protection dans les communautés respectives.
- **Formation de 06 animateurs** des stands d'information SIGNPOST du 12 au 14 juin 2025 à Dori. Cette session avait pour objectif de renforcer leurs compétences afin d'améliorer l'accueil, l'orientation et la diffusion d'informations fiables aux personnes affectées par la crise.
- **Organisation d'une audience foraine** pour l'établissement des cartes nationales d'identité burkinabè le 23 juin 2025 à la mairie de Dori. une audience foraine a été organisée à la mairie de Dori pour faciliter l'établissement des Cartes Nationales d'Identité Burkinabè (CNIB) au profit des personnes vulnérables, notamment les personnes déplacées internes (PDI) et les populations hôtes. Cette initiative vise à renforcer l'accès aux services d'identification et à promouvoir l'inclusion sociale et administrative des populations affectées. Au total, 500 clients ont été assistés au cours de cette opération.

« Formation des relais de Gorgadji 10/06/2025 » ©IRC

« Travaux de groupe au cours de la formation des animateurs du stand Signpost à Dori – 13/06/2025 » ©IRC

« Séance d'enrôlement pour l'établissement de la carte nationale d'identité Burkinabé (CNIB) à la marie de Dori » ©IRC

■ DOMAINE DE RESPONSABILITE VIOLENCES SEXUELLES ET BASEES SUR LE GENRE (VBG)

Activités en lien avec les VBG réalisées dans le cadre de la mise en œuvre des Projets de pilotés par DRC.

- ✓ **Appui à la gestion de cas** : Dans le cadre du Projet ***« Réponse d'urgence multisectorielle rapide et efficace aux populations vulnérables affectées par le conflit au Burkina Faso »*** financé par BHA, un protocole d'accord a été établi entre DRC et la Direction Provinciale en charge de l'Action Humanitaire de l'Oudalan (Gorom-Gorom). 21 Plans d'actions individualisés (PAI) ont été reçus pour financement en faveur de 21 survivantes parmi lesquelles, 17 PDI et 04 hôtes. Elles ont été victimes de diverses violences faites aux femmes et aux filles à savoir 13 cas de violences psychologiques (11 PDI et 02 hôtes), 03 cas de déni de ressources et d'opportunités (03 PDI), 03 cas de violences physiques (02 PDI et 01 hôte) et 02 cas de mariage forcé / précoce (01 PDI et 01 hôte). Chacune, en fonction de ses besoins, DRC a apporté des réponses composées de vivres, de kits d'hygiène et d'articles ménagers essentiels (AME). L'aide apportée a contribué à renforcer la résilience et à réduire leur souffrance psychologique et leur exposition à d'autres risques de protection.
- ✓ **Appui à la gestion de cas dans le cadre du projet« Renforcer la résilience des populations touchées par les conflits, des réfugiés, des personnes déplacées et des communautés d'accueil au Burkina Faso »:** Au cours de la période de rapportage, 38 femmes réfugiées victimes de Violences Basées sur le Genre (VBG) ont été assistées à travers le financement de leur PAI dans le cadre du protocole d'accord entre DRC et la Direction Provinciale en charge de l'Action Humanitaire de l'Oudalan en matière de gestion de cas. Ces personnes ont été victimes de violences physiques, psychologiques et de déni de ressources. Les différentes assistances ont consisté à des achats de vivres, d'articles AME, de vêtements, de matériels de couchage et bâches.

Les activités réalisées dans le secteur Protection et Autonomisation des femmes (PAF) par IRC grâce aux financements du Bureau de l'Assistance Humanitaire (BHA) de l'USAID et des Fonds propres de l'IRC Global

➢ La commémoration de la journée internationale de l'hygiène menstruelle

La journée internationale de l'hygiène menstruelle a été célébrée en différé les 04 et 05 juin 2025 par le programme Protection et autonomisation de la Femme de IRC au sein de l'espace sûr pour femmes et filles de Nyarala, Dori. Cette journée a connu la participation de 25 femmes dont les Staffs IRC, les femmes membres des Organisations à Base Communautaire, un agent de santé. La première journée a débuté par une formation sur la fabrication des serviettes hygiéniques réutilisables qui s'est articulée en plusieurs étapes à savoir le traçage, la découpe des tissus, l'assemblage des couches, la couture, l'ajout des boutons pression et la finition. La deuxième journée a été marquée par la sensibilisation sur l'hygiène menstruelle. Au cours de cette séance les participantes ont été informées sur les aspects biologiques des menstruations et les meilleures pratiques d'hygiène menstruelle.

➢ Sessions de renforcement des capacités des relais communautaires, des staffs de l'IRC, des partenaires du consortium du projet WELTAARE GURE, de la direction provinciale en charge de l'action humanitaire et des points focaux psychosociaux des espaces surs pour femmes et filles

Dans le cadre de la mise en œuvre de ses programmes, l'IRC a déployé l'approche Organisation Communautaire de Base (OCB). Dans l'optique de promouvoir l'autonomisation des femmes et des filles, une formation sur les compétences à travers les économies basées sur la formation des entreprises a été organisée à l'intention des membres du personnel de l'IRC, des agents de l'action sociale et des points focaux psychosociaux des espaces sûrs pour femmes et filles, en vue de renforcer leurs capacités à mieux accompagner les entrepreneurs locaux, notamment les organisations communautaires de base mises en place au sein de ces espaces.

Cette formation, qui s'est tenue du 10 au 16 juin 2025, a réuni 16 participants, dont 2 agents de l'Action Sociale, 7 relais communautaires, 3 agents des partenaires du consortium (DRC, NRC et l'association CGS), ainsi que 4 staffs de l'IRC.

Au cours du même trimestre, une autre formation a été organisée au profit des relais communautaires de Gorgadji, du 29 au 30 mai 2025. Cette session intensive a couvert trois axes essentiels : les concepts de base sur les VBG, la mobilisation communautaire et les techniques de communication.

La formation a réuni 10 participants, dont 5 femmes et 5 hommes, assurant ainsi une participation inclusive et équilibrée entre les genres. Les compétences acquises permettront aux participants de devenir des relais actifs dans la prévention des VBG, en diffusant des messages impactants au sein de la communauté.

➢ Mitigation des risques de VBG par la distribution de kits de dignité

Au cours de la période sous revue, l'IRC, à travers le projet "Intervention lifesaving critique et de passage à main des interventions rapides" et avec l'appui de la direction provinciale de l'action humanitaire, a organisé une opération de distribution de kits de dignité au profit des femmes et des filles de Djibo les 16 et 20 juin 2025
Il s'agit d'un projet d'urgence financé sur les fonds propres de l'IRC Global, visant à finaliser les activités du programme en cours durant la période de suspension des financements de l'USAID dans la commune de Djibo.
Au total, 280 kits ont été distribués aux femmes et filles à risque issues des communautés de personnes déplacées internes et hôtes. Il s'agit d'un kit complet conformément à la composition fournie par le GBVAoR.

« Participants à la formation sur la fabrication de serviettes hygiéniques, Dori le 04 juin 2025 » ©IRC

« Groupe de travail lors de la formation CEFE, Dori le 11 juin 2025 » ©IRC

« Sensibilisation sur l'utilisation des items des kits de dignité, Djibo le 16 juin 2025 » ©IRC

Activités du volet violences basées sur le genre du projet « Protection en attendant des solutions en faveur des réfugiés et PDI dans les régions du Liptako et du Soum », CREDO

L'ONG CREDO, partenaire de mise en œuvre du HCR a mené plusieurs activités durant le deuxième trimestre de l'année 2025 dans les régions du Liptako et du Soum. Ces activités ont touché aussi bien les réfugiés que les personnes déplacées internes.

Les activités de prévention des VBG

Au cours du deuxième trimestre 2025, des interventions ont été menées dans 04 communes des régions du Liptako et du Soum à savoir Dori, Djibo, Gorom-Gorom et Sebba. Ces activités ont permis de sensibiliser 2344 personnes déplacées internes (PDI) et réfugiés autour de plusieurs thématiques clés liées à la prévention des violences basées sur le genre (VBG). Les principales thématiques abordées incluaient : ***les services de prise en charge des survivantes de VBG ; les causes profondes des VBG et les mécanismes communautaires de prévention et d'atténuation des risques ; les conséquences et moyens de prévention du déni de ressources, d'opportunités et/ou de services ; la prévention du mariage forcé et de la violence psychologique/émotionnelle ; les conséquences et moyens de prévention de l'agression physique et sexuelle.***

Ces sessions ont contribué à renforcer les capacités des communautés à identifier, prévenir et répondre aux risques de VBG dans leurs localités respectives.

Causeries éducatives au cours du trimestre 2 de l'année 2025 par CREDO

Commune	Nombre	Homme	Femme	Fille	Garçon	Total pers.	Statut Personne
Dori	32	275	419	140	131	965	Réfugié
Djibo	16	79	85	47	35	246	Réfugié
Dori	24	233	349	72	45	699	PDI
Djibo	3	18	18	4	11	51	PDI
Gorom-Gorom	10	34	154	50	25	263	PDI
Sebba	4	30	55	20	15	120	PDI
Total	89	669	1080	333	262	2344	

Source *: CREDO*

La divulgation de cas de VBG

La typologie des cas de VBG divulgués au cours de la période se résume dans le tableau ci-dessous. Les auteurs présumés sont leurs partenaires, des parents proches, des inconnus. 35 cas de VBG ont été divulgués au cours de la période sous revue dans les communes de Dori (27), Djibo (1), Gorom-Gorom (6) et Sebba (1). A Dori, des 27 cas sont des PDI et 09 des réfugiés.

Type de VBG	Dori	Djibo	Gorom-Gorom	Sebba	Total
Déni de ressource, d'opportunité et ou de service	4		1		5
Viol	1				1
Agression sexuelle	1		1		2
Agression physique	2		1		3
Violence psychologique/ émotionnelle	19	1	3	1	24
Total	27	1	6	1	35

Les activités de réponse aux cas de VBG

Les assistances apportées aux survivantes de VBG sont des assistances en nature, des prises en charge psychosociales, des prises en charge médicales et des référencements dans les localités de Dori, Djibo et Gorom-Gorom. Pour ce qui concerne la prise en charge psychosociale, elle a touché toutes les survivantes des VBG. Une assistance en nature suivant le besoin a été effectuée au profit de 09 survivantes dont 04 PDI à Dori et 05 réfugiées à Dori. Des référencements ont été faits au compte de 17 survivantes de VBG pour une assistance en AGR (Activité Génératrice de Revenue) auprès de Vétérinaire Sans Frontière (VSF) et dotation de kit alimentaires auprès d'ECLUD.

La survivante PDI de viol à Dori fut référée auprès d'ECLUD pour prise en charge médicale.

Les activités de mitigation de risque de VBG

Une distribution en kit de dignité a été réalisée au profit de 20 femmes à risque de VBG toutes des Réfugiées à Dori.

« Causerie éducative sur les VBG Avec les Réfugiés à Dori

Causerie éducative avec des jeunes garçons réfugiés sur les VBG à Djibo » © CREDO

■ DOMAINE DE RESPONSABILITE PROTECTION DE L'ENFANCE (PE)

Zoom sur les activités WeWorld avril- juin 2025

Dans le cadre de la mise en œuvre des activités du projet intitulé **« Joining Forces for Food Security and Child Protection in Emergencies dans le Sahel (JF-FS-CPiE) – Phase II au Burkina Faso »**, WeWorld, en collaboration avec UNIJED Afrique, a organisé une série d'assistances à Djibo et à Gorom-Gorom. L'objectif était de soutenir les familles confrontées à la réduction des moyens de subsistance et à l'insécurité alimentaire, tout en évitant le recours à des mécanismes d'adaptation nuisibles.

« Images de la remise des kits alimentaires aux personnes vulnérables » © WeWorld

Ainsi, **380 personnes issues de ménages hôtes et de personnes déplacées internes (PDI) vulnérables** ont bénéficié d'un appui en vivres dans les deux localités. Les critères utilisés pour le ciblage des bénéficiaires comprenaient:

- Ménage avec les enfants à risque d'abandon scolaire (priorité les enfants en classe d'examen)
- Ménage avec un enfant victime ou à risque de négligence
- Ménage avec un enfant vivant avec un handicap
- Ménages avec un enfant orphelin
- Enfant chef de ménage
- Femme allaitante
- Femme enceinte
- Femme chef de ménage

Un comité composé de 04 leaders communautaires, un représentant de l'action humanitaire, 01 représentant de UNIJED Afrique et 01 représentant de WeWorld a été mis en place pour valider la liste des bénéficiaires.

Ces séances de distribution ont également été mises à profit pour mener des sensibilisations sur *la politique anti-fraude*, la *Protection contre l'exploitation et les abus sexuels*, ainsi que sur le *mécanisme de redevabilité et de signalement des cas.*

Enfin, lors de l'enquête de satisfaction qui a suivi, la quasi-totalité des personnes interrogées ont exprimé leur satisfaction quant à l'assistance reçue, tant en termes de qualité et de quantité des vivres que du respect de leur dignité.

Les activités réalisées dans le secteur Protection de l'Enfant par IRC grâce aux financements du Bureau de l'Assistance Humanitaire (BHA) de l'USAID et des Fonds propres de l'IRC Global

➢ Renforcement des capacités des Cellules Communautaires de la protection de l'Enfant (CCPE)

Au cours du mois de mai 2025, l'IRC a organisé 02 ateliers de renforcement des capacités au profit de 45 membres (22 femmes et 23 hommes) des cellules communautaires de protection de l'enfant (CCPE) à Dori et à Gorgadji sur la protection de l'enfant en Situation d'Urgence ont été formées. Ces ateliers ont permis de renforcer les connaissances et les compétences des membres des CCPE sur l'identification, le signalement et l'orientation des enfants à besoin de protection vers les services de prise en charge dans un contexte de crises sécuritaire et humanitaire.

➢ Appui aux familles d'accueil

Dans le cadre d'appui aux familles d'accueil, l'IRC a distribué des kits d'urgence de protection de l'enfant et des vivres au profit de 15 enfants dont 11 filles et 04 garçons placés dans des familles d'accueil à Dori, le 19/05/2025.

Du 10 au 12 juin, l'IRC a contribué à l'organisation d'une formation sur l'importance et le processus d'élaboration d'un circuit de référencement des cas de protection de l'enfant. Les participants étaient des membres du CPAoR des régions du Liptako et du Soum. Au cours de cette formation, les participants ont appris sur la parentalité positive et sur l'éducation aux risques liés aux Engins Explosifs Improvisés. Il est à noter que cet atelier s'est inscrit dans le cadre de la mise en œuvre du plan de travail annuel (PTA) 2025 du CPAoR des régions du Liptako et du Soum. Au total 30 personnes dont 22 hommes et 08 femmes ont été renforcées.

➢ Commémoration de la Journée de l'Enfant Africain (JEA) 2025

L'IRC a contribué à la commémoration de la Journée de l'Enfant Africain au niveau des régions du Liptako et du Soum en organisant un panel au tour des thèmes international : « ***Planification et budgétisation des droits de l'enfant : progrès depuis 2010*** **»** et national : « **Investir dans l'enfant Burkinabè, c'est bâtir une nation fière de ses valeurs ».** Ce panel fut une opportunité offerte aux enfants pour présenter leur plaidoyer pour la prise en compte effective de la budgétisation sensible aux droits de l'enfant dans les projets et programmes. Il a été présidé par Monsieur le Haut-commissaire de la province du Séno représentant Monsieur le Gouverneur des régions du Liptako et du Soum. 86 personnes dont 38 enfants (26 filles et 12 garçons), 33 hommes et 15 femmes et composées des autorités locales, des leaders communautaires et religieux, des représentants des ONG et associations ont pris part à ce Panel.

« Travaux de groupe sur les canaux de signalement des enfants à besoin de protection lors de la formation des membres CCPE à Gorgadji, le 27 mai 2025 » ©IRC

« Remise d'un kit d'urgence de protection de l'enfant et des vivres à une famille d'accueil » ©IRC

« Séance de discussion après une communication lors du Panel » ©IRC

Réalisations majeures de l'Association Sukaabe Ginan (ASUKGI) au trimestre 2 de l'année 2025

Dans le cadre de ses activités programmatiques, l'Association Sukaabe Ginan sur fonds propres a mené plusieurs actions de sensibilisation en faveur des enfants, des PDI et des populations hôtes dans la ville de Dori :

- ✓ Le 7 mai 2025, une séance de sensibilisation a été organisée sur les thèmes de la non-violence, de l'acceptation mutuelle et du civisme, au profit de plus de 2500 élèves dans la cour de l'école Dori D. L'activité a rassemblé des élèves issus de 19 établissements scolaires.
- ✓ Le 17 mai 2025, un théâtre forum a été présenté sur la protection de l'enfant et la lutte contre les violences basées sur le genre (VBG), à l'intention des PDI et des populations hôtes de la ville de Dori.
- ✓ Le 24 mai 2025, un ciné-débat a été organisé au siège de l'association à Dori avec 11 filles PDI âgées de 11 à 17 ans, autour de la problématique du mariage des enfants.
- ✓ Le 14 juin 2025, l'artiste François De Paul KOUSSOUBÉ, membre de l'association, a prêté sa voix à la cause des enfants à travers le lancement d'une chanson engagée intitulée « Espoir de demain », qui promeut la protection de l'enfant.

« Sensibilisation à l'école Dori D » ©ASUKGI

« Ciné débat sur le mariage des enfants au siège de l'Association » ©ASUKGI

■ TASKFORCE MONITORING DE PROTECTION

Principales réalisations au deuxième trimestre 2025 du MBDHP, partenaire de mise en œuvre du HCR

✓ **Monitoring de protection/ Identifications et assistances**

Les activités du monitoring de protection ont été menées sur l'ensemble des régions du Liptako et du Soum entre avril et juin. 640 personnes ayant des besoins spécifiques (PBS) ont été identifiées, dont 206 hommes, 390 femmes, 25 garçons et 19 filles. Par ailleurs, 207 cas individuels de protection ont été rapportés.

En termes de réponse, 94 PBS et 18 cas individuels de protection ont bénéficié d'une assistance. Celle-ci a consisté en : la prise en charge des ordonnances médicales pour les personnes malades ; une assistance en nature, notamment l'achat de vivres pour les PBS et les cas individuels en situation de grande vulnérabilité. En complément, 30 cas de protection et 73 PBS ont été référés vers des structures partenaires pour une prise en charge plus adaptée.

Enfin, 07 notes de situation ont été produites dans le cadre du dossier sur les problématiques de protection dans les régions du Liptako et du Soum.

✓ **Les activités de cohésion sociale par le MBDHP**

Aucun problème majeur de cohésion sociale n'a été rapporté durant la période sous revue dans les régions du Liptako et du Soum. Toutefois, certains facteurs observés pourraient compromettre le vivre-ensemble au sein des communautés. L'inaccessibilité aux services sociaux de base, qui fragilise la cohésion communautaire. La rareté des produits de première nécessité notamment les denrées alimentaires ayant conduit à la surenchère, la vente clandestine et discriminatoire à l'endroit des PDI surtout, pourraient nuire gravement à la cohésion sociale et au vivre-ensemble. Aussi, l'occupation non consentie des terres agricoles par des PDI dans certains villages d'accueil pourrait générer des tensions en cette saison des pluies. Des protestations ont déjà été signalées dans certaines localités.
Pour parer à toute éventualité, des activités de sensibilisation ont été menées par les moniteurs, volontaires de protection et membres des comités au profit des PDI, des populations hôtes et des réfugiés dans différentes communes de la région. Les thématiques abordées incluaient : **la cohésion sociale, la prévention des conflits, les mariages forcés, l'importance de la documentation civile**. 1025 personnes ont été touchées par ces séances, réparties comme suit : 294 hommes, 410 femmes, 134 garçons, 187 filles. Ces activités ont permis aux communautés d'échanger sur les enjeux liés à la cohésion sociale et au vivre-ensemble.

✓ **Les activités de cohésion sociale par les partenaires de localisation**

La coopérative Djam Weli a organisé 03 causeries communautaires sur la prévention des conflits dans la ville d'Arbinda. Ces rencontres ont permis d'aborder diverses thématiques liées à la prévention et au règlement des conflits communautaires. Les personnes ressources présentes ont salué l'initiative et se sont engagées à contribuer, dans la mesure de leurs moyens, au renforcement de la cohésion sociale. Ces activités ont rassemblé 63 participants, dont 28 hommes, 17 femmes et 18 garçons, issus des populations hôtes et des personnes déplacées internes (PDI).

L'association CILDES elle, a conduit 03 causeries similaires dans la ville de Djibo, réunissant les PDI, les populations hôtes et les réfugiés. Les échanges ont porté sur des thématiques variées en lien avec la prévention des conflits communautaires. Ces sessions ont été bien accueillies par les communautés et ont contribué à renforcer le vivre-ensemble. Au total, 120 personnes ont été touchées, dont 41 hommes, 40 femmes, 21 filles et 18 garçons.

« Sensibilisation sur la cohésion sociale à Bani » ©MBDHP

« Sensibilisation sur la cohésion sociale à Markoye » ©MBDHP

« Causeries éducatives sur la cohésion sociale et les mesures de prévention des conflits / CILDES / Djibo » ©MBDHP

Résultats des activités de monitoring des frontières pour le deuxième trimestre de l'année 2025, CIAUD Canada - ADRN-SB

Les principaux résultats mentionnés ci-dessus ont été obtenus dans le cadre des activités de monitoring des frontières menées au deuxième trimestre de l'année 2025. Ces actions s'inscrivent dans le projet **« Asile et mouvements mixtes »**, une initiative majeure financée par le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR).

✓ Identification et assistance aux cas de protection

Durant cette période sous revue, le **monitoring des frontières** a été au cœur des activités, permettant aux équipes du CIAUD Canada et de l'ADRN-SB d'identifier **310 cas individuels de protection** et **242 personnes ayant des besoins spécifiques (PBS)** parmi les mouvements mixtes. Ces personnes, de diverses nationalités dont burkinabè, malienne, nigérienne et nigériane, incluent des potentiels demandeurs d'asile (PDA), des personnes à risque d'apatridie, des victimes présumées de traite, des migrants vulnérables, des personnes déplacées internes (PDI) et des personnes retournées. Ces identifications ont été menées dans les communes de **Falagountou, Dori, Seytenga, Markoye** et **Gorom-Gorom**.

En réponse à ces besoins, le CIAUD Canada a fourni une assistance directe à **152** cas individuels de protection, incluant **49** hommes, **67** femmes, **21** filles et **15** garçons. Cette aide a couvert les besoins alimentaires, les frais d'examens médicaux et d'ordonnances, ainsi que les frais de transport et des collations de route. De plus, **199** personnes ayant des besoins psychosociaux ont été prises en charge par le partenaire ADRN-SB.

Pour les prises en charge spécialisées, **128** PBS et **73** cas individuels de protection ont été orientés vers des structures partenaires. Parmi celles-ci figuraient l'antenne de la CONAREF de Dori, les services de l'action sociale, les services de l'état civil des mairies, les Centres de Santé et de Promotion Sociale (CSPS), et des ONG telles que VSB, NRC et UNIJED/Afrique.

✓ Sensibilisation des communautés à leur environnement de protection, aux bienfaits de la cohésion sociale et de la coexistence pacifique, ainsi qu'aux dangers de la migration irrégulière

Parallèlement aux activités d'identification et d'assistance, le CIAUD Canada et l'ADRN-SB ont mis l'accent sur la **sensibilisation des communautés**. Au total, **17 sessions de sensibilisation communautaire** et **08 causeries éducatives** ont été organisées à **Falagountou**, **Dori**, **Seytenga**, **Markoye** et **Djibo**. Ces sessions ont abordé des thèmes cruciaux tels que la protection internationale et le droit d'asile, la coexistence pacifique, ainsi que les dangers liés à la migration irrégulière. Ces sensibilisations ont touché **784 personnes**, dont **236** hommes, **348** femmes, **108** filles et **92** garçons.

« Appui alimentaire aux potentiels demandeurs d'asile vulnérables de Seytenga. » ©CIAUD Canada

« Sensibilisation communautaire sur la coexistence pacifique à Djibo » ©CIAUD Canada

« Sensibilisation communautaire sur la protection internationale et le droit d'asile à Dori » ©CIAUD Canada

Pour tout Contact en vue des amples renseignements :

1. *Christiane FOKAM, Associate Protection Officer, HCR/Dori, Email : FOKAMMAK@unhcr.org, Phone : 05256018*
2. *Amadou OUEDRAOGO, Co-Facilitateur du Cluster Protection sous National des régions du Liptako et du Soum, Email : amadou.ouedraogo@Oxfam.org, Phone : 75155583*
3. *Abdoul Kader GUIGMA, Associé à la Gestion de l'Information, HCR/Dori, Email : guigma@unhcr.org, Phone : 65504605*